

ANNEXE

de la décision de la Commission relative à la mesure individuelle d'appui en faveur de République démocratique du Congo à financer sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement

Document relatif à l'action "Facilité de coopération technique"

1. IDENTIFICATION

Intitulé/Numéro	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO - Facilité de coopération technique Numéro CRIS: CD/FED/034-692		
Coût total	Coût total estimé : 10 000 000 EUR Coût total de la contribution du FED: 10 000 000 EUR (enveloppe A)		
Méthode d'assistance/mode de gestion et type de financement	Approche par projet Gestion indirecte avec la République démocratique du Congo		
Code CAD	15110	Secteur	Politique / planification économique et du développement

2. MOTIF ET CONTEXTE

2.1. Résumé de l'action et de ses objectifs

Cette Facilité de coopération technique (FCT) a pour objectif global de garantir la mise en œuvre du processus de programmation et de formulation du programme indicatif national (PIN) 11^{ème} Fonds européen de développement (FED), et de poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du Gouvernement congolais par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED, ainsi qu'une meilleure maîtrise des questions de développement par les acteurs en République démocratique du Congo.

Le principal résultat escompté de ce financement est la programmation et la formulation du PIN 11^{ème} FED pour le pays. En outre, ce programme vise également: (i) la préparation, dans la concertation, de projets et programmes de qualité financés par le 11^{ème} FED; (ii) la mise en place d'un appui à l'exécution des actions financées au titre du 11^{ème} FED, et (iii) une meilleure sensibilisation des acteurs clés de la coopération sur les questions générales de développement, sur les questions commerciales et politiques de l'Union européenne (UE) par le biais d'actions de formation, des forums ou des conférences

L'identification de ce programme a été réalisée en concertation avec la Cellule d'Appui à l'Ordonnateur national (COFED).

2.2. Contexte

2.2.1. Contexte national

2.2.1.1. Situation économique et sociale et analyse de la pauvreté

La République démocratique du Congo a accompli des progrès incontestables sur le plan macro-économique: la croissance est forte (autour de 8%), l'inflation maîtrisée, le taux de change stable et les recettes budgétaires (recettes internes) sont estimées d'atteindre près de 5 milliards de dollars en 2014. Mais ce progrès n'a pas eu jusque-là d'impact significatif en

matière de lutte contre la pauvreté ni sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD): les objectifs de 2015 sont irréalisables pour les deux tiers des indicateurs et plus des trois quarts de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, ce qui place la RDC au avant-dernier rang mondial en termes d'indice de développement humain. Au cours du premier semestre 2014, les finances publiques du Pouvoir central ont affiché un niveau d'exécution, en recettes et en dépenses, respectivement de 2462,2 milliards de FC et de 2 405,4 milliards de FC. Ces données se rapportent uniquement au budget général. Il sied de préciser que le projet de Budget 2015 se présente en équilibre, en recettes et en dépenses, à 8.363,2 milliards de FC (près de 9 milliards d'USD), équivalant à 23,0% du produit intérieur brut (PIB).

Comparé au budget voté de l'exercice 2014 arrêté à 8.273,4 milliards de FC, il se dégage un taux d'accroissement de 1,1%. Les principaux indicateurs macroéconomiques qui sous-tendent les prévisions budgétaires de l'exercice 2015 se déclinent comme suit sur le site du Ministère du budget: Taux de croissance du PIB: 10,4%; déflateur du PIB: 3,3%; taux d'inflation moyen: 3,6%; taux d'inflation fin période: 3,5%; taux de change moyen: 936,57 FC/USD; taux de change fin période: 943,9 FC/USD; PIB nominal (en milliards de FC): 36 325,20.

2.2.1.2. Politique de développement nationale

Les politiques macroéconomiques prudentes et la mise en place d'un cadre juridique pour certaines réformes structurelles ont permis à la République démocratique du Congo de bénéficier, au milieu de 2010, d'un allègement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Mais si le point de départ de ces réformes est plutôt bien engagé (faible niveau de dette extérieure et cadre macroéconomique stable), la mise en œuvre déterminée et efficace des réformes structurelles annoncées et entamées a pris du retard. Ce manque de détermination fait que le budget national reste encore très faible en volume malgré les multiples investissements dans l'exploitation industrielle des ressources naturelles et que les dépenses ne se font pas en fonction de besoins programmés en phase avec le Document de la Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté de seconde génération (DSCR 2) 2011-2015. Sans véritable progrès dans la mise en œuvre de réformes structurelles, et notamment dans la gestion des finances publiques, la capacité des politiques gouvernementales pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des OMD resteront sans effet car sous-financé par rapport aux possibilités.

En rapport avec cette situation, quelques caractéristiques générales et particulières peuvent être dégagées:

- La faiblesse des liens financiers de la République démocratique du Congo avec les pays de la zone euro l'ont largement mise à l'abri des turbulences de cette région. Selon les estimations du FMI, le taux de croissance du PIB réel a été d'environ 8.5% en 2013 et est estimé d'atteindre 8.7% en 2014. Ceci est une hausse comparée à la croissance de 7.2% en 2012.
- Le secteur extérieur s'est sensiblement amélioré grâce à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE, mais le pays reste soumis à un risque élevé de surendettement en raison de sa vulnérabilité à la volatilité des termes de l'échange, à la forte dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires et de biens d'équipement, et au champ limité des produits exportés. En outre, les insuffisances de la gestion de la dette sont susceptibles d'accroître le risque d'une nouvelle accumulation de la dette qui atteindrait un niveau insoutenable.

- Les politiques macroéconomiques ont solidement contribué aux récents résultats, le pays ayant reconstitué dans une grande mesure ses marges de manœuvre. De manière plus précise, le déficit budgétaire a été réduit durant ces dernières années, grâce à la discipline du Gouvernement en matière de dépenses et à son engagement à assurer un financement (net) nul du budget par la banque centrale.
- L'amélioration de la situation budgétaire a également aidé la Banque centrale du Congo à maîtriser les liquidités et à combattre l'inflation. Fin décembre 2013 le taux d'inflation se situait à 1%, et reste stable durant le premier semestre de 2014 avec un taux de 1,22%. La maîtrise de l'inflation au cours de la période 2013-14 s'explique en partie par la rigueur observée dans la mise en œuvre des politiques budgétaire et monétaire et par l'absence des chocs relatifs aux prix d'importations.
- Les efforts d'amélioration de la gestion des finances publiques ont permis de bénéficier des allègements de la dette. Les opérations financières de l'Etat se sont caractérisées, ces dernières années, par une consolidation dans la mobilisation des recettes fiscales, notamment avec la mise en place d'une TVA en 2012. Néanmoins, la TVA est soumise à quelques problèmes de mise en œuvre. Malgré quelques progrès la mobilisation des recettes fiscale reste un grand défi dans le pays.
- La valeur ajoutée des secteurs au niveau provincial est diversifiée tout en restant très faible.
- La situation de l'emploi et de la démographie n'a fait que se dégrader depuis les années 70 et elle est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures du Gouvernement. La croissance démographique de 3,1% et une fertilité constante avec 6 enfants en moyenne par femme, si elle n'est pas régulée, fera doubler la population congolaise tous les 25 ans. Cette population restera très jeune et exercera des pressions nouvelles et plus fortes encore, aussi bien sur le système scolaire, le système sanitaire que sur le marché du travail.
- Il existe un lien direct de causalité entre pauvreté et emploi. Ainsi, l'enquête 1-2-3 (que l'UE finance) montre qu'environ 70% des pauvres sont au chômage ou en situation de sous-emploi. L'inégalité en termes de salaires est aussi très élevée (65,3%). Le nombre élevé d'enfants travailleurs (de 4 à 14% selon les enquêtes), la plupart hors du système scolaire, est tout aussi préoccupant.

2.2.2. Contexte sectoriel: politiques et enjeux

Les politiques et stratégies du Gouvernement de la République démocratique du Congo sont définies dans le DSCR. Quatre principaux piliers constituent l'ossature de cette stratégie, à savoir: (i) le renforcement de la gouvernance et la paix; (ii) la diversification de l'économie, l'accélération de la croissance et la promotion de l'emploi; (iii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et le renforcement du capital humain et (iv) la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

S'appuyant sur le DSCR, le Programme d'Action du Gouvernement 2012-2016 a fixé 6 principaux objectifs stratégiques, à savoir: (i) poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat; (ii) consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emplois ; (iii) poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base ; (iv) améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population, (v) renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté; et (vi) renforcer la diplomatie et la coopération au développement.

Cette politique a l'avantage d'identifier les secteurs prioritaires du pays en matière de développement et d'y aligner les interventions des partenaires. C'est dans ce contexte que les interventions de l'UE sont définies en fonction de ces priorités, à travers les quatre principaux

secteurs de concentration que sont: la santé, l'environnement et agriculture durable, la Réforme du Secteur de Sécurité et les infrastructures.

Le recours à une Facilité permet donc de mobiliser l'expertise à court terme pour contribuer à l'identification, l'instruction, l'évaluation, le suivi et l'audit des projets dans le cadre du programme de coopération au développement de l'UE. Ce recours à de l'expertise externe permet ainsi de réaliser un certain nombre d'études, qui contribuent à mettre en place les interventions de l'UE dans différents secteurs du développement, notamment en contribuant à la préparation des propositions spécifiques de programme ainsi qu'à leur évaluation ultérieure. Dans ce cadre précis, le recours à cette facilité permettra de réaliser la programmation et la formulation du PIN 11^{ème} FED. En outre, elle sera nécessaire pour l'organisation des conférences avec les parties concernées, y compris des fonctionnaires et des acteurs non étatiques du pays ou de la région. La présente Facilité s'inscrit dans cette dynamique, en accord avec les priorités de l'accord de Cotonou.

2.3. Enseignements tirés

Dans le cadre du 9^{ème} FED, deux conventions de financement de FTC ont été mises en œuvre. Elles ont été d'une grande importance principalement pour réaliser des études et apporter divers appuis institutionnels dans la mise en œuvre des projets en cours, l'identification de nouveaux projets, l'organisation des études préparatoires à la programmation du 10^{ème} FED et la réalisation des audits et évaluations.

Dans le cadre du 10^{ème} FED, deux conventions de financement relatives à la FCT III et la FCT IV ont été signées, dont une est en cours de mise en œuvre avec comme principal objectif d'apporter un appui à la mise en œuvre de la coopération République démocratique du Congo/UE grâce notamment à la réalisation d'études d'identification et de faisabilité, ainsi que la sensibilisation et la formation des acteurs clés de la coopération dans le pays. La TCF IV devra contribuer à la programmation et la formulation du PIN 11^{ème} FED.

De l'expérience de la mise en œuvre de ces quatre conventions de financement, il ressort un principal enseignement qui est l'intérêt de cet instrument pour la réalisation d'actions en appui à la mise en œuvre du FED, qui est lié sans doute à la souplesse de mobilisation de ressources financières tout en respectant les procédures du FED.

2.4. Actions complémentaires

Pour le 10^{ème} FED, la République démocratique du Congo disposait pour la période 2008 – 2013 d'un montant de 569 millions d'EUR (enveloppe A) et un montant de 140,32 millions d'EUR (enveloppe B). Il faut ajouter à ces deux enveloppes, les financements sur des lignes thématiques, notamment: Facilités Eau/Energie (FED) (13 millions d'EUR); ligne budgétaire « acteurs non étatiques » (21,25 millions d'EUR); IEDDH¹ (3,9 millions d'EUR); FLEGT² (0,8 millions d'EUR); FSTP³ (30 millions d'EUR) et lutte contre le changement climatique (14 millions d'EUR).

Le PIN 11^{ème} FED prévoit un montant total de 620 millions d'EUR réparti comme suit: Santé en lien avec « Linking relief, rehabilitation and development » (LRRD, 150 millions d'EUR); Environnement et agriculture durable (130 millions d'EUR); Renforcement de la Gouvernance et état de droit (160 millions d'EUR); Réhabilitation de la Route National 1 – Section Tshikapa – Mbuji-Mayi (150 millions d'EUR); Mesures d'appui à la société civile (12 millions d'EUR); Mesures d'appui (18 millions d'EUR).

¹ Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme

² Forest Law Enforcement, Governance and Trade

³ Food Security Thematic Programme

Comme actions complémentaires, il convient de signaler une FCT IV pour un montant de 6 551 082,97 EUR (et engagée à plus de 60% fin 2013), dont la date limite de contractualisation est le 15/03/2015 et la date limite d'exécution est fixée au 13/03/2018.

2.5. Coordination des bailleurs de fonds

Concernant l'harmonisation de l'aide, la République démocratique du Congo a adhéré à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, et le processus d'harmonisation est en cours (pilote par le Ministère du Plan). Des groupes thématiques mis en place pour entretenir et affermir le dialogue et la concertation entre les différents partenaires et le Gouvernement ont été restructurés à la suite d'une évaluation réalisée en avril 2012. Leur nombre est passé de 20 à 15, et l'implication des partenaires est assez remarquable. L'UE a une participation significative dans les différents groupes thématiques et est chef de file du groupe thématique Justice.

Parallèlement à ce processus, les Partenaires techniques et financiers ont mis en place leur Forum, *le Groupe de Coordination des Partenaires*. Ce dernier réunit uniquement les bailleurs, et a été redynamisé en juin 2012, avec la mise en place d'un Comité exécutif élu, comprenant l'UE, le Programme des Nations unies pour le Développement, la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni, appuyé par un secrétariat permanent, dont le fonctionnement est financé par quelques-uns des partenaires. Ce groupe se réunit mensuellement.

3. DESCRIPTION DETAILLEE

3.1. Objectifs

L'objectif global de ce programme est de poursuivre l'appui apporté à l'exécution de la stratégie de développement du Gouvernement par le biais de programmes de développement pertinents financés par le FED, ainsi qu'une meilleure maîtrise des questions de développement par les acteurs en République démocratique du Congo.

L'objectif spécifique est de renforcer l'appui à la mise en œuvre de la coopération République démocratique du Congo/UE grâce notamment à la réalisation d'études d'identification et de faisabilité, ainsi que la sensibilisation et la formation des acteurs clés de la coopération dans le pays, en mettant un accent particulier sur l'appui à apporter pour la programmation, la formulation et la mise en œuvre du PIN 11^{ème} FED.

3.2. Résultats escomptés et principales activités

Les principaux résultats escomptés de la présente FCT s'inscrivent dans la continuité de ceux des FCT précédentes, à savoir : (i) la préparation, dans la concertation, de projets et programmes de qualité financés par le 11^{ème} FED, (ii) la mise en place d'un appui à l'exécution des actions financées au titre de 10^{ème} FED et (iii) une meilleure sensibilisation des acteurs clés de la coopération sur les questions générales de développement, et sur les questions commerciales et politiques de l'UE par le biais d'actions de formation, de forums ou de conférences.

Les principales actions qui vont être programmées dans le cadre de cette FCT sont :

- 1. Facilité d'assistance technique.** Le recrutement de consultants à court et moyen termes qui devront contribuer à assurer l'exécution efficace du PIN et d'autres programmes de la Commission en faveur de la stratégie de développement de la République démocratique du Congo. Par ailleurs, cela permettra la réalisation d'études et de missions d'appuis et en particulier les études d'identification et de faisabilité nécessaires afin de définir de la façon la plus pertinente et la plus efficace possible le contenu de certaines actions prévues dans le cadre du 11^{ème} FED. Cette Facilité pourra également être mise à profit pour la

réalisation d'études préparatoires dans le cadre de la formulation du 11^{ème} FED ainsi que pour les premières études d'identification/formulation des programmes et projets à financer sur ce fonds. Enfin, des évaluations et des audits qui s'avèrent nécessaires pour d'autres projets et dont le financement ne peut pas être assuré par ces mêmes projets, pourront également être financés à travers cette FCT.

- 2. Aide à la formation pour les projets et programmes.** Ce volet financera différentes actions de formation telle que les séminaires ou les activités de sensibilisation d'un projet ou programme – par exemple un atelier de gestion de cycle de projet des parties prenantes dans un secteur identifié dans le PIN conformément aux procédures FED.
- 3. Conférences et séminaires.** Il s'agit de favoriser une approche plus cohérente et participative des questions de développement parmi les acteurs-clés locaux. Ce volet permettra notamment aux acteurs clés de la coopération d'être en mesure de mettre en œuvre correctement les actions prévues dans le programme de coopération. Cette action cible les acteurs étatiques ou non étatiques concernés par la mise en œuvre des projets de coopération entre la République Démocratique du Congo et l'UE. Il s'agira notamment de permettre la participation à des réunions ou séminaires internationaux sur les thèmes liés au développement. Des manifestations culturelles, notamment sur le thème du lien entre culture et développement, pourront être financées également, et si cela s'avère nécessaire, des événements spécifiques tels que des forums ou des conférences pourront également être organisés.

En plus de ces principaux résultats, l'Ordonnateur national: (i) veillera à la bonne identification des résultats et des mécanismes de suivi de tous les projets/programmes du 11^{ème} FED, et (ii) travaillera pour que chaque projet/programme dispose d'une bonne analyse des risques et présente des mesures appropriées de mitigation.

3.3. Risques et hypothèses

Les hypothèses et risques susceptibles d'affecter ce projet correspondent directement aux hypothèses et risques affectant les projets qui vont solliciter cette FCT.

De manière plus générale, les hypothèses sur lesquelles repose ce projet sont : (i) la stabilité politique et (ii) la volonté politique de mettre en œuvre rapidement et dans de bonnes conditions le programme de coopération République démocratique du Congo/UE.

La vérification de ces hypothèses passe essentiellement par une poursuite du dialogue politique entre la Commission européenne et la République démocratique du Congo d'une part, et par le maintien de bonnes relations de travail entre la Délégation de l'UE et les services de l'Ordonnateur national d'autre part.

3.4. Questions transversales

La prise en compte des questions transversales n'est pas pertinente pour ce projet. Néanmoins, d'une manière globale, étant donné que la FCT appuie la phase d'identification des projets et leur accompagnement, les enjeux transversaux communautaires, tels que la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, l'égalité hommes/femmes et la viabilité environnementale, sont correctement pris en compte à tous les stades des projets.

L'Ordonnateur national assurera et facilitera l'intégration du genre dans tous les projets/programmes du PIN 11^{ème} FED. En outre, compte tenu des compétences lui dévolues en matière des projets régionaux, il veillera au renforcement de la prise en compte de la coopération régionale.

L'évaluation et l'étude d'impact complètes des incidences sociales et environnementales des programmes de développement à proposer fait partie intégrante des études qui seront menées.

Enfin, les projets proposés devront se conformer aux recommandations de la Déclaration de Paris de mars 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement.

3.5. Parties intéressées

Les parties prenantes et les groupes cibles concernés par la FCT sont tous les acteurs concernés par la mise en œuvre des programmes du FED en République démocratique du Congo. Il s'agit notamment de l'Ordonnateur national et des ministères techniques concernés par les études relatives aux projets prévus dans le 11^{ème} FED, mais également les membres de la société civile qui devront être consultés à l'occasion de la préparation des différentes études prévues dans ce programme. Les acteurs non-étatiques sont également susceptibles, au même titre que les pouvoirs publics congolais, de bénéficier des activités de mise à niveau des capacités prévues (formations et conférence).

Le maître d'ouvrage est l'Ordonnateur national. Le maître d'œuvre est la Cellule d'appui à l'Ordonnateur national (COFED).

Le bénéficiaire final du projet sera la population de la République démocratique du Congo qui bénéficiera, grâce à ce programme, d'interventions communautaires pertinentes et efficaces.

4. QUESTIONS DE MISE EN ŒUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre cette action, il est envisagé de signer une convention de financement avec le pays partenaire, telle que prévue à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de Cotonou.

4.2. Période de mise en œuvre opérationnelle indicative

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites aux sections 3.2 et 4.3 seront menées à bien, est de **48** mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement. Le comité compétent doit être informé de la prolongation de la période de mise en œuvre opérationnelle dans un délai d'un mois après l'octroi de cette prolongation.

4.3. Composantes et modules de mise en œuvre

La présente action pourra être mise en œuvre par la gestion indirecte avec la République démocratique du Congo, conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), i), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, selon les modalités suivantes:

La République démocratique du Congo agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'attribution de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante pour toutes les procédures de marchés publics, sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels la Commission exerce un contrôle ex ante pour les marchés publics supérieures à 50 000 EUR et peut exercer un contrôle ex post pour les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 EUR. La Commission soumet les procédures de passation de marchés à des contrôles ex ante pour tous les marchés publics.

Les paiements sont exécutés par la Commission sauf lorsque des devis-programmes sont concernés, en vertu desquels les paiements sont appliqués par le pays partenaire pour les frais de fonctionnement ordinaires, les marchés en régie et les marchés dont le montant ne dépasse pas les plafonds indiqués dans le tableau ci-dessous.

Travaux	Fournitures	Services	Subventions
< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	< 300 000 EUR	≤ 100 000 EUR

La contribution financière couvre les frais de fonctionnement ordinaires découlant des devis-programmes.

Conformément à l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la République démocratique du Congo applique les règles de passation de marchés publics établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, à l'instar des règles applicables aux procédures de subvention en vertu de l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, sont fixées dans la convention de financement signée avec la République démocratique du Congo.

4.4. Champ d'application de l'éligibilité géographique pour la passation de marchés et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement en vue d'une participation aux procédures de passation de marchés publics et de subvention et en termes d'origine des fournitures achetées, telle qu'établie dans l'acte de base, est applicable.

4.5. Budget indicatif

Les ressources du présent projet sont estimées à 10 000 000 EUR et sont réparties comme suit:

ACTIVITES	TOTAL (EUR)
4.3.1 - Facilité de Coopération Technique	9 250 000
<i>Facilité d'Assistance Technique – montant indicatif</i>	<i>7 500 000</i>
<i>Conférences et séminaires – montant indicatif</i>	<i>1 250 000</i>
<i>Aide à la formation pour les projets et programmes – montant indicatif</i>	<i>500 000</i>
4.7 - Evaluation et Audit	100 000
4.8 - Communication/visibilité	200 000
Imprévus*	450 000
Total	10 000 000

* La ligne budgétaire «Imprévus» de la contribution communautaire ne peut être utilisée que sous réserve de l'accord préalable de la Commission.

4.6. Suivi de l'exécution

Les progrès dans la mise en œuvre des études seront suivis par l'Ordonnateur national et les services de la Délégation de l'UE en République démocratique du Congo.

Les principaux indicateurs de résultats sont identiques à ceux de la FCT IV (en cours d'exécution), à savoir:

- Qualité des travaux préparatoires à la programmation 11^{ème} FED en liaison avec les acteurs étatiques et non étatiques;
- Nombre et qualité des études d'identification et de faisabilité;

- Nombre et qualité de projets et programmes instruits (Fiche d'identification de projets, Documents d'action, Plan d'action annuel et Dossier d'appel d'offre rédigés) en concert avec les ministères techniques;
- Respects des échéances et qualité des différents documents de conception et de formulation;
- Nombre de cycles de formation / concertation organisées;
- Niveau d'implication de la société civile.

4.7. Évaluation et audit

Une évaluation de cette FCT sera effectuée à la fin du programme. Une provision pour audit est prévue dans le budget de cette action. La Commission européenne peut affecter cette provision à l'organisation d'un audit des dépenses effectuées au titre de cette facilité. Elle sera l'autorité contractante des contrats d'audit et d'évaluation.

4.8. Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, avant le début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué dans la section 4.5 ci-dessus.

Ces mesures seront mises en œuvre a) par la Commission et/ou b) par le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et les entités désignées. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans les conventions de financement, les procédures de marchés, les contrats de subventions et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles nécessaires seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'UE.